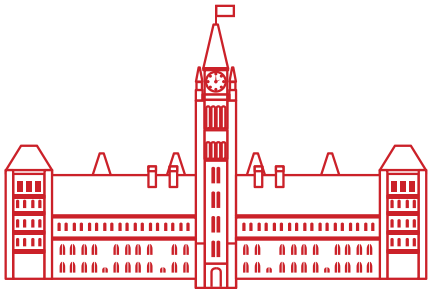
FEDERAL HIV RECOMMENDATIONS

The Government of Canada plays a critical role in advancing HIV prevention, testing, treatment access, human rights, data collection, and health equity, particularly for key populations whose health coverage or environments fall under federal responsibility (i.e. Indigenous peoples, people in federal correctional facilities, refugee claimants, and federally funded community programs). Strong federal leadership is essential to achieving national commitments, including 95-95-95 targets and the goal of ending HIV as a public health threat by 2030.



Support Prevention

- [ ] Sustain and expand federal funding for community-based HIV prevention and harm reduction programs, including culturally grounded, Indigenous-led initiatives and tailored, low-barrier programs for other key populations.
- [ ] Improve and expand the Prison Needle Exchange Program, addressing barriers to access; increase access to safer sex supplies, sterile tattoo/cutting equipment, and community-equivalent opioid agonist therapies across all federal prisons.

Support Diagnosis, Rapid Linkage to Care, and Viral Suppression

- [ ] Support low-barrier testing models, including community-based and peer-led testing.
- [ ] Fund community-based linkage-to-care programs to support rapid ART initiation and ongoing treatment adherence.
- [ ] Expand the Interim Federal Health Program (IFHP) to provide PrEP and ART coverage for all migrants not yet eligible for provincial/territorial drug plans as a public health measure.
- [ ] Support the development and national dissemination of evidence-based clinical guidance and training resources to help healthcare providers confidently prescribe PrEP and ART, including in rural, remote, and underserved communities.

Support an Enabling Legal Environment

- [ ] Reform the *Criminal Code* to end the criminalization of HIV non-disclosure in line with scientific evidence and human rights standards.
- [ ] Repeal provisions in the *Controlled Drugs and Substances Act* that criminalize people who use drugs and impede their access to health and harm reduction services.
- [ ] Repeal all sex work-specific offences in the *Criminal Code*.
- [ ] Support the scale-up of harm reduction services, including supervised consumption services, across the country through low-barrier federal exemptions and, if necessary, funding.
- [ ] Fund and support efforts to reduce stigma and discrimination affecting people living with HIV and key populations.

Support Data-Driven Decision Making and Accountability

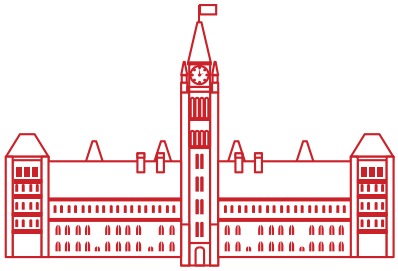
- [ ] Improve national HIV surveillance by supporting standardized reporting on PrEP uptake, the care cascade by key populations, stigma indicators, and late-stage diagnoses across all provinces and territories.

HIV LEGAL NETWORK RÉSEAU JURIDIQUE VIH

Extracted from the forthcoming report, The State of HIV in Canada: Rights, Progress, and Unfinished Work.

RECOMMANDATIONS POUR LE VIH AU PALIER FÉDÉRAL

Le gouvernement du Canada joue un rôle clé pour soutenir la prévention du VIH, le dépistage, l'accès au traitement, les droits humains, la collecte des données et l'équité en matière de santé, notamment pour les populations clés dont la couverture d'assurance santé ou les structures de soins relèvent de la responsabilité fédérale (c.-à-d. Autochtones, détenu-es d'établissements correctionnels fédéraux, demandeur(-euse)s d'asile et programmes communautaires financés par le gouvernement fédéral). Un leadership fédéral fort est crucial pour respecter les engagements nationaux, notamment les cibles 95-95-95 et l'objectif de mettre fin au VIH en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030.



Soutenir la prévention

- ☐ Maintenir et accroître le financement fédéral de programmes communautaires de prévention du VIH et de réduction des méfaits, y compris les initiatives enracinées dans la culture et dirigées par les Autochtones ainsi que les programmes adaptés et à faibles barrières pour d'autres populations clés.
- ☐ Élargir et améliorer le programme d'échange de seringues en prison en supprimant les obstacles à l'accès; et accroître, dans toutes les prisons fédérales, l'accès à des condoms, à du matériel stérile de tatouage/automutilation et à des traitements de substitution aux opiacés équivalents à ceux offerts dans la communauté.

Soutenir le diagnostic, l'arrimage rapide aux soins et la suppression virale

- ☐ Soutenir des modèles de dépistage à faibles barrières, y compris le dépistage communautaire et le dirigé par des pair-es.
- ☐ Financer des programmes communautaires d'arrimage aux soins afin de favoriser l'amorce rapide du traitement antirétroviral et l'observance continue au traitement.
- ☐ Élargir le Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI) afin d'offrir une couverture pour la PrEP et le TAR, à titre de mesures de santé publique, à tou-te-s les migrant-es qui ne sont pas encore admissibles aux régimes d'assurance médicaments provinciaux/territoriaux.
- ☐ Soutenir l'élaboration de ressources de formation et d'orientations cliniques fondées sur des données probantes, et leur diffusion à l'échelle du pays, pour favoriser la confiance et l'aisance des prestataires de soins de santé à prescrire la PrEP et le TAR, y compris dans les communautés rurales, isolées et mal servies.

Soutenir un cadre juridique habilitant

- ☐ Réformer le *Code criminel* pour cesser de criminaliser la non-divulgation du VIH, conformément aux preuves scientifiques et aux normes en matière de droits humains.
- ☐ Abroger les dispositions de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* qui criminalisent les personnes utilisatrices de drogues et qui entravent leur accès aux services de santé et de réduction des méfaits.
- ☐ Abroger toutes les dispositions du *Code criminel* portant spécifiquement sur le travail du sexe.
- ☐ Soutenir la mise à l'échelle des services de réduction des méfaits, y compris les services de consommation supervisée, dans tout le pays, par des exemptions fédérales à faibles barrières ainsi que du financement si nécessaire.
- ☐ Financer et appuyer des efforts pour atténuer la stigmatisation et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH et des populations clés.

Soutenir la prise de décisions fondées sur les données ainsi que la reddition de comptes

- ☐ Améliorer la surveillance de la situation du VIH à l'échelle nationale en soutenant des modalités standardisées pour la déclaration de l'utilisation de la PrEP, de la cascade des soins pour chaque population clé, des indicateurs de stigmatisation, de même que des diagnostics en phase avancée, pour l'ensemble des provinces et des territoires.

HIV LEGAL NETWORK / RÉSEAU JURIDIQUE VIH

Extrait du rapport à paraître, L'État du VIH au Canada : Droits, progrès et travail inachevé.